

Conférence Paysanne Internationale: Stop Aux Accaparements de Terres!



Les Cahiers de La Via Campesina

Mali, du 17 au 19 novembre 2011
Rapport et Conclusions de la Conférence



"Ces gens pensent que l'Afrique est un pays d'animaux, que nous ne pensons pas, que nous ne savons rien, mais ils se trompent, nous sommes des êtres humains, nous savons ce que nous voulons et nous allons nous battre jusqu'à la victoire."

Une participante à la conférence (Zimbabwe)

DJakarta, Avril 2012

Coordonnées de la Via Campesina

Mouvement paysan international

Sécrétariat International

Jln. Mampang Prapatan XIV no 5 Jakarta Selatan, Jakarta 12790 Indonesia

Tel/fax: +62-21-7991890/+62-21-7993426 Email: viacampesina@viacampesina.org

Coordonnées de la Coordination Nationale des Organisations Paysannes du Mali (CNOP)

CNOP – BP: E2169 Bamako, Mali, Rue 200 Porte 727 Kalabancoura;

Telp/Fax: 00223 20 28 60 00;

Crédits Photos : Philippe Revelli (sauf si spécifié)

Remerciements : Merci à celles et ceux qui ont contribué à la réussite de ce forum tant par leur présence (paysannes, paysans, ONG, associations, Partenaires Techniques et Financiers) que par leur participation active dans les coulisses (équipe de la CNOP, les cuisinières, le personnel de Nyéleni, les interprètes et techniciens...)

Table des Matières

1. Introduction :	1
Discours d'ouverture d'Ibrahima Coulibaly	1
Présentation de la conférence	1
2. Les Accaparements de terres: De quoi parlons-nous?	3
Phénomène ancien, nouveau visage	3
Ampleur et vitesse	4
Le mythe de « tout le monde gagne ! »	4
3. Témoignages et analyses des paysans et paysannes de différents continents	6
Afrique	6
Amérique Latine	8
Asie	10
Europe	12
4. La Via Campesina et la lutte pour l'accès à la terre	13
Une campagne permanente pour la réforme agraire	13
La Déclaration des droits des paysannes et des paysans	14
L'opposition aux politiques mercantiles de la Banque mondiale	14
Directives volontaires de la FAO pour les régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts	14
5. Soutien de personnalités à la Conférence	15
6. En guise de conclusion	16

Ce rapport n'est qu'un résumé des débats et présentations qui ont animé la conférence. Il donne priorité aux témoignages paysans et n'a pas la prétention de rendre dans le détail les contributions de toutes les personnes ressources ni de tous les participants, ni même de les mentionner nominativement. Nous espérons qu'il ouvrira des portes et engagera ses lecteurs et lectrices sur la voie de la résistance contre cette offensive inégalée. Les documents présentés lors de la conférence sont disponibles sur notre site web: <http://viacampesina.org/fr/> (cherchez les "Documents de la conférence")

1. Introduction

Discours d'ouverture d'Ibrahima Coulibaly (*)

La terre emploie de nombreuses personnes; et ces familles paysannes nourrissent le reste de la population. Au Mali, en 2011, beaucoup de familles paysannes ne possèdent même pas de charrue. C'est la triste réalité. En dépit de cela, les familles arrivent à se nourrir plus ou moins, mais n'ont ni sécurité sociale, ni assurance maladie. Le gouvernement déclare qu'il veut s'occuper de ces familles, pourtant, il s'empare de leurs terres pour la donner aux investisseurs. Les accaparements de terres augmentent à un taux alarmant: c'est comme une fusée. Plus de 30 millions d'hectares ont été accaparés sur le continent africain. Au Mali seul, le gouvernement s'est engagé à accorder 800 mille hectares; ce sont des terres qui appartiennent aux villages, car la terre appartient toujours à quelqu'un, de génération en génération. Les paysans sont emprisonnés pour avoir revendiqué leurs droits. C'est un déni des droits historiques des peuples. Ces droits datent de plusieurs siècles et quelquefois de plusieurs millénaires alors que les Etats n'existent que depuis 60 ans. Les dirigeants n'entendent pas ces villageois.

Voilà pourquoi de nombreuses initiatives se prennent pour s'opposer à ces violations. Lors du Forum social mondial, nous avons publié L'Appel de Dakar contre les accaparements de terres. Nous devons nous unir afin de trouver des solutions. C'est donc avec beaucoup d'espoir que nous avons organisé cette conférence afin de nous rassembler, de trouver des solutions, de construire des synergies, de travailler ensemble et de parler le même langage. Nous allons réfléchir avec des membres du parlement, avec des journalistes, avec des organisations internationales sur ce que nous sommes en train de vivre. C'est à nous, paysans et paysannes, de décider de ce que nous allons faire et nous voulons que cette conférence donne naissance à des actions claires. Nous allons aussi profiter de cette occasion pour communiquer avec les médias, ce qui nous est souvent difficile. Organiser notre propre conférence pour résoudre ce douloureux problème est notre seule solution. Nous avons été battus, emprisonnés, assassinés. Individuellement nous ne pouvons rien faire, et ce problème ne concerne pas seulement les paysans, mais tous ceux qui ont une sensibilité humaine. L'exclusion est à l'origine de tous ces problèmes.

() Discours abrégé*

Présentation de la conférence

Si de nombreux colloques, articles, émissions ont parlé de l'accaparement des terres, jusque là, la voix paysanne s'était peu exprimée. Devant l'urgence de renforcer les alliances et d'élaborer des stratégies avec d'autres acteurs la Via Campesina et la Coordination nationale des organisations paysannes (CNOP) du Mali ont pris l'initiative d'organiser une grande conférence internationale contre les accaparements de terres du 17 au 19 novembre 2011. Organisations non gouvernementales, réseaux citoyens, personnalités politiques étaient conviées à venir écouter, échanger et soutenir ceux et celles qui vivent ces réalités tous les jours, non seulement leur souffrance mais aussi leurs résistances et leurs propositions. Nous sommes sortis de cette conférence avec une feuille de route des organisations paysannes et ONG, pour combattre ces accaparements au niveau local, national et international. La construction de la conférence, la participation et l'animation étaient entre les mains des paysannes et des paysans. Elles ont été le fruit d'un travail collectif très engagé et motivé fortement marqué par les témoignages.

La conférence paysanne internationale s'est déroulée au centre de formation paysan de Nyéléni à Sélingué (140 km de Bamako/Mali) qui a été créé par les organisations paysannes pour abriter le premier Forum mondial de la Souveraineté Alimentaire en 2007. Il est construit de façon traditionnelle avec des matériaux locaux.

La conférence en un clin d'oeil

250 participants et participantes venant de 40 pays. La participation paysanne et africaine a été majoritaire.

- Un total de 135 paysans et paysannes
- 15 délégations paysannes africaines, un homme/une femme : Afrique du Sud (FSC), Angola (UNAC-Angola), Burkina-Faso (ROPPA), Congo Brazzaville (CNOP-Congo), Ghana (ECARSARD), Guinée-Bissau (ONCOP), Madagascar (CPM), Mali (CNOP, AOPP, SEXAGON, FARANSISO, ASPROFER), Mozambique (UNAC), Niger (PFPN), République Démocratique du Congo (COPACO), Sénégal (CNCR), Tanzanie (MVIMATA), Togo (CTOP), Zimbabwe (ZIMSOFF).
- Forte présence malienne dont des victimes confrontées violemment aux accaparements de leurs terres qui ont pu suivre et témoigner à la conférence.
- Représentants et représentantes paysannes d'autres continents : Belgique (ECVC), Brésil (MST), France (Confédération paysanne), Guatemala (CUC), Haïti (MPP), Honduras (MUCA), Inde (KRRS), Indonésie (SPI), Mauritanie (CCSAF), Népal (ANPF), Nicaragua (ATC), Pays-Basque (Ehne Biskaia), Thaïlande (NPF).
- Une mobilisation de **8 interprètes** volontaires africains/maliens, européens et asiatiques qui ont assuré l'interprétation en bambara, français, anglais, portugais, espagnol, thaïlandais, indonésien...
- plus 30 personnes locales ont assuré l'accueil, la restauration à partir des savoir-faire culinaires locaux, l'hébergement, la sonorisation et le transport.
- **41 ONG, associations, universités et institutions:** AEN (Mali), AGTER (France), AMASSA AFRIQUE VERTE (Mali), AMNESTY INTERNATIONAL (Pays-Bas), ARGA (Mali), CAD-Mali (Mali), CAFO (Mali), CCSSA (Mauritanie), COLLECTIF TANY (Madagascar), COMMISSION OF THE JUSTICE Y PAZ (Colombie), CRBM (Italie), CRDI/IDRC (Sénégal), ENDAT-PRONAT (Sénégal), FAHAMOU (Sénégal), FENSUAGRO (Colombie), FIAN (Allemagne), FRIENDS OF EARTH International (Uruguay), FUNDACION HABITATAFRICA (Mali), FOCUS GLOBAL SOUTH (Inde), GRAIN (France), GRAF (Burkina-Faso), HUB-RURAL (Sénégal), INSTITUT GLOBALNEJ ODPOWIEDZIALNOSCI (Pologne), INTERNATIONAL INSTITUTE OF SOCIAL STUDIES (Pays-Bas), OXFAM (Belgique, Mauritanie, Sénégal), MDPL (Espagne), MORE AND BETTER (Italie), NARE (Ouganda), OHCR/ONU (Suisse), PELUM (Kenya), RBM (Mali), ROAPE (Italie), ROSA (Sénégal), SNV (Pays-Bas), UACDDD/UNION (Mali), TERRA NUOVA (Italie), USC-Canada (Mali), UNIVERSITE DE PADOU (Italie), UNIVERSITY OF QUEENSLAND (Australie), WORD RAINFOREST MOVEMENT (Uruguay)
- **Médias :** DS PRODUCT (Mali), GUINTAN (Mali), LE COMBAT (Mali), LE TAMBOUR (Mali), L'INDEPENDANT (Mali), L'INDICATEUR (Mali), MEDIA INDEPENDANT (USA), NORMAL LIFE PICTURE (France), PHILIPPE REVELLI (France), PRETOIRE (Mali), RADIO KAIRA (Mali), SOURCED TV (Grande-Bretagne).



La conférence s'ouvre par une "mistica" organisée par les régions africaines. Cette scénette présente des investisseurs internationaux qui arrivent avec de grandes sommes d'argent et poussent le gouvernement et les autorités locales à accepter leurs propositions d'agriculture industrielle et d'industrie de transformation sous prétexte de créer des emplois. En échange, ils reçoivent les grandes étendues de terres qu'ils demandent. Le gouvernement, avec l'aide des autorités locales, utilisent la force pour expulser les paysannes et les paysans, mais ces derniers résistent sous la bannière de La Via Campesina.

2. Les Accaparements de terres: De quoi parlons-nous?(*)

Phénomène ancien, nouveau visage

Les accaparements de terres ne sont pas un phénomène nouveau; ils ressemblent aux processus de colonisation ainsi qu'à l'expansion des grandes plantations sur les terres paysannes au cours des siècles.

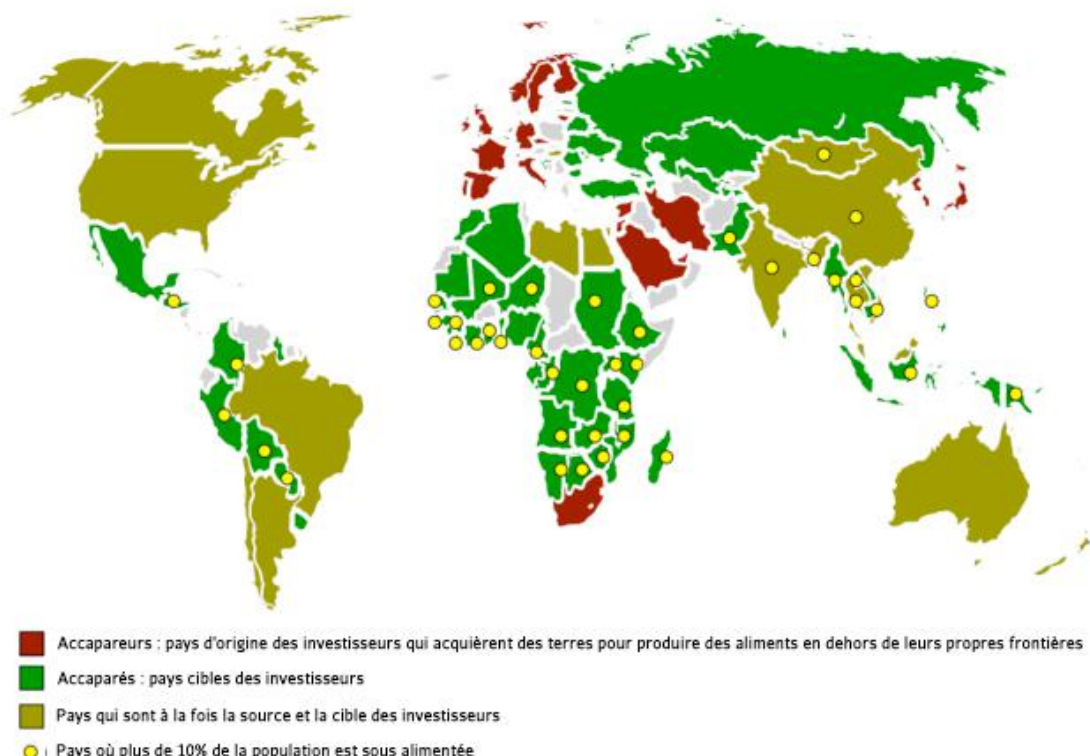
Si l'on observe la réalité dans nos villages, les accaparements de terres prennent des formes très variées: les femmes se voient expulsées de leurs terres quand leur mari décède, des entreprises minières expulsent les paysans, des projets pétroliers, touristiques, des plantations, bases militaires ... Les investisseurs ne sont pas toujours des entreprises multinationales, ou des étrangers, il s'agit parfois d'investisseurs locaux et nationaux. Toutes ces expulsions de paysans et paysannes de leurs terres sont de fait des "accaparements de terres."

Aujourd'hui, ce qui est nouveau, c'est l'offensive massive d'acquisitions de terres par des firmes et des Etats de vastes zones cultivables à l'étranger afin de produire des denrées de base (souvent alimentaires) destinées à l'exportation, pour de longues périodes allant de 30 à 99 ans.

Cette nouvelle offensive d'accaparements de terres trouve son origine dans les crises alimentaires et financières de 2007 et 2008. Devant l'augmentation du prix des denrées alimentaires sur les marchés mondiaux, certains pays délocalisent leur production agricole à l'étranger pour garantir leur approvisionnement en nourriture. Par ailleurs, avec la crise financière, le foncier devient une nouvelle source de bénéfices pour l'industrie de la finance. Désormais, le foncier rapporte davantage que les trois grands types de placements que sont l'or, la bourse et l'immobilier. Il apparaît que dans le cas des investissements fonciers, la part la plus importante de la richesse est directement distribuée au capital. Il s'agit donc plus d'un vol que d'un investissement.

Le continent africain est le plus touché par les accaparements car la terre y est fertile et bon marché en comparaison avec d'autres continents. La plupart des terres ne sont pas munies de titre ce qui facilite l'action des multinationales. Mais l'Asie et l'Amérique latine sont également touchées.

"La géographie des accaparements de terre"



Ampleur et vitesse

- Plus de 60 pays ciblés par des centaines de firmes et une douzaine de gouvernements.
- Globalement, selon la Banque mondiale (2011), 56 millions d'hectares ont été loués ou vendus en 2008-2009. Selon l'*International Land Committee* (2011), ce chiffre s'élève à 80 millions depuis 2001 et selon la Matrice foncière (2012) : 227 millions d'hectares ont déjà été octroyés.
- En Afrique, selon le Global Land Project (2010), 62 millions d'hectares ont été échangés dans 27 pays en 2009. Oakland Institute (2011) parle de 50 millions d'hectares dans 20 pays.
- Selon High Quest Partners de 15 à 50 milliards de dollars US ont déjà investis par le secteur privé. On s'attend à ce que cette somme triple dans le court terme (de 45 à 150 milliards de dollars US).

Les principaux acteurs des accaparements sont l'Etat, les entreprises privées et les agences multilatérales.

Dans certains cas, ce sont les États qui demandent, prônent et/ou facilitent des accords. Les gouvernements "demandeurs" sont notamment les États du Golfe, la Corée du Sud, la Chine, le Japon et l'ancien régime libyen. Mais on trouve aussi parmi eux des pays comme Singapour, l'Inde, la Malaisie, les îles Maurice, l'Afrique du Sud, l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), et d'autres. Par exemple, le gouvernement philippin a offert des terres aux États du Golfe et à la Chine. Il ne s'agit donc pas toujours des pays du Nord qui achètent des terres dans les pays du Sud. Par contre, il s'agit toujours d'une agriculture industrielle remplaçant l'agriculture paysanne.

Les Etats interviennent en ouvrant la porte aux investisseurs, ils édictent des législations en leur faveur. De multiples documents internationaux ne sont pas soumis à des organes d'arbitrage pour savoir si les terres ont été acquises légalement ou si cela affecte les droits humains. Des accords sont signés exonérant d'impôts l'investisseur pour une période de 100 ans...

Les Etats sont actifs, mais ce sont les entreprises qui mènent les projets (de leur propre chef ou poussées par les États). Les fonds d'investissements sont parmi les grands investisseurs qui acquièrent des terres en Afrique et dans le monde et qui entrent en concurrence avec l'industrie et le secteur agro-alimentaire. Finalement, les agences multilatérales telles que la Banque mondiale, les banques de développement, la coopération bilatérale et les organismes internationaux promeuvent également ces accords.

Les institutions financières internationales interviennent à plusieurs niveaux:

1. Distribution de Capitaux: en octroyant des prêts aux Etats.
2. Elaboration d'idées et de politiques: généralisation de services et conseil auprès des Etats dans l'élaboration de leurs politiques.
3. Investissement direct à l'étranger .
4. Pouvoir lié à la force monétaire: influence sur les prises de décisions nationales.

Le mythe de "tout le monde gagne!"

L'accaparement des terres est souvent présenté comme une amélioration de la société et une modernisation de l'agriculture d'où les investisseurs, les paysans et les populations sortiraient gagnants. Il est souvent dit également que les terres sont "inhabitées" ou mal exploitées. Ce n'est généralement pas le cas: les paysannes et les paysans perdent les terres qu'ils cultivent et l'agriculture industrielle détruit l'environnement et les communautés rurales.



« les paysannes et les paysans perdent les terres qu'ils cultivent et l'agriculture industrielle détruit l'environnement et les communautés rurales. »

Par ailleurs, c'est essentiellement la sécurité alimentaire des pays "accapareurs" qui est améliorée, les "accaparés" souffrent de la faim, alors même que la production alimentaire mondiale est suffisante pour nourrir 10 milliards d'habitants sur terre. En Afrique, comme sur les autres continents, ce sont essentiellement les exploitations familiales qui nourrissent les populations. L'accès à la terre pour les paysans et paysannes contribuerait donc à éliminer la faim dans le monde.

() basé sur les présentations de Grain et de AGTER et sur les réactions des participants*

3. Témoignages et analyses des paysans et paysannes dans les différents continents ¹

1. Afrique

Le contexte actuel est dominé par l'accaparement des terres dans les 15 pays qui sont représentés ici et qui ont partagé leurs expériences au cours de la réunion. L'accaparement des terres n'est pas un phénomène nouveau, la plupart de nos pays le connaissent depuis l'époque coloniale. Le système juridique colonial se poursuit dans certains cas jusqu'à présent. Les meilleures terres agricoles et les ressources en eau sont données aux investisseurs et aux spéculateurs.

Selon l'acteur principal ou le contexte spécifique, l'accaparement des terres prend différentes formes : accaparement conduit par les Etats, par les multinationales (pour les agrocarburants, les monocultures ou la production alimentaire), par les leaders locaux ou les chefs de village, etc. Il a été également reconnu qu'il existait des mécanismes, dans nos familles et nos communautés, qui débouchaient sur l'accaparement des terres, tels que la propriété patriarcale de la terre, la discrimination à l'encontre des jeunes paysans et des paysannes, et la domination des élites locales.

Il existe un consensus général sur le fait que l'accaparement des terres affecte de façon négative et directe les paysans, en particulier les femmes, qui constituent la majorité et qui sont les plus actives dans l'agriculture, dans tous les pays présents. Il s'agit d'une menace à l'encontre de la souveraineté alimentaire car les paysans sont ceux qui alimentent environ 80 % des populations locales.

Actions au niveau local

Dans tous nos pays, les paysans s'organisent selon différentes formes pour défendre leur droit à la terre et à leurs moyens de subsistance. Certaines stratégies de lutte impliquent l'organisation de mobilisations et de réunions avec les responsables des gouvernements. Ils se réunissent également en groupes d'intérêts communs pour présenter et débattre des problèmes, et pour se sensibiliser afin d'améliorer leur compréhension des impacts négatifs de l'accaparement sur les paysans et la société en général. Durant la conférence, des paysannes et paysans de 15 pays africains ont présenté des cas d'accaparements de terres. Ils ont constaté que cela n'était pas nouveau et que depuis l'époque coloniale, les meilleures terres sont accordées aux investisseurs étrangers. Ceci est de l'esclavage et conduit à la marginalisation des peuples. Voici seulement une partie des témoignages présentés.

Quelques témoignages

-Sénégal: Au Sénégal, nous avons organisé une forte mobilisation contre les accaparements de terres qui se multiplient dans le pays (des entreprises minières, des plantations d'agrocarburants, des projets immobiliers pour l'extension des villes....). A Fanaye, une société italienne (SENETHANOL) a demandé des terres pour produire des agrocarburants. Quand les communautés locales ont découvert qu'elles allaient perdre leurs terres et leurs villages, ils ont décidé de résister. Après la mort violente de deux paysans, tués par des élites locales corrompues par le projet, nous avons organisé une grande manifestation dans la capitale, Dakar. Sous pression, le premier ministre a finalement suspendu le projet, mais nous savons que le gouvernement a déjà reçu de l'argent et nous craignons que la société n'obtienne des terres ailleurs.

-Mozambique: Je voudrais parler des accaparements de terres au niveau familial car cela affecte directement les femmes. Quand une jeune fille grandit et se marie, elle va vivre avec sa belle famille. Il arrive que la jeune femme ne soit pas bien traitée dans cette nouvelle famille. Si par hasard son mari tombe malade, elle s'occupe de lui, fait de son mieux, mais si le mari décède, c'est là que les problèmes commencent. On demande à la femme d'épouser son beau-frère ; si elle refuse, on l'accuse d'avoir tué son mari, on la calomnie et on la renvoie chez ses parents. Lorsqu'elle y arrive ses belles-sœurs ont déjà occupé la terre. Elle n'a même pas un petit lopin de terre. Elle doit recommencer à zéro. La femme travaille dans les

¹ La plupart des témoignages ont été exprimés lors de la réunion préparatoire à la conférence.

champs avec l'homme, en fait plus que l'homme, elle est souvent seule pour le travail, la récolte et le marché mais quand l'argent arrive, c'est l'homme qui contrôle l'argent du ménage. Si la femme a besoin de quelque chose elle doit demander de l'argent à l'homme. Quand il accepte nous allons ensemble faire les courses et c'est lui qui paie. Nous avons là, au Mozambique, une très grande discrimination envers les femmes. C'est aussi pour ça que j'ai décidé de devenir membre du syndicat paysan national et je sais que je deviens plus forte grâce à cette conférence; je vais pouvoir aider d'autres femmes qui souffrent beaucoup. Beaucoup sont analphabètes, elles doivent être éduquées. Une fois éduquées, elles ne tolèrent plus l'agression de leur mari car elles savent où aller. Si vous êtes ignorante des lois et des droits, comment pouvez-vous savoir où aller chercher de l'aide? Chacun de ces échanges m'aide à être plus capable d'aider les autres.

-Mauritanie: Je suis membre d'un groupe de suivi sur la sécurité alimentaire. Les situations d'accaparement de terre en Mauritanie créent l'esclavage. En 1989, des problèmes ont eu lieu entre la Mauritanie et le Sénégal à cause de disputes entre éleveurs des deux pays. Les autorités mauritaniennes ont saisi l'opportunité pour déporter la communauté noire de Mauritanie composée de Maliens et de Sénégalais. En Mauritanie nous avons une communauté maure et une communauté noire qui est plus proche du Sénégal. Le gouvernement mauritanien a redistribué les terres des personnes qui avaient été déportées, ces terres ont été vendues. Quand les populations déportées sont revenues, elles n'ont pas pu récupérer leurs terres. Cela crée des conflits inter-ethniques et des affrontements entre les populations. Nous encourageons le dialogue dans nos régions.

-Burkina Faso: Nous avons effectué des recherches de terrain en ce qui concerne les accaparements, et puis nous avons décidé de nous centrer sur les investisseurs nationaux car ce type d'investissement n'est pas contrôlé et il nous semble que ces investissements sont aussi importants que les autres. Les terres sont accaparées par des investisseurs nationaux pour l'agriculture industrielle. La majorité de la population travaille maintenant dans ce secteur où ils sont exploités. Nous avons rapidement vu que c'est un phénomène très vaste qu'il est très difficile d'étudier. Cependant, nous savons que depuis l'an 2000, le nombre ou le volume des acquisitions a augmenté, et qu'il y avait de plus en plus d'investissements et de spéculation. Au Burkina, le discours politique favorise ce type d'investissements. L'Etat a des contacts avec les investisseurs. Qui sont-ils? Dans certains cas spécifiques, il s'agit de nouveaux investisseurs qui ouvrent le marché et qui sont spécialisés en semences ou en production alimentaire. Les innovations viennent des grandes fermes. Il n'y a pas de collaboration entre les paysans et les investisseurs. Les paysans disent que les investisseurs mettent en place beaucoup d'infrastructures; ils disent qu'ils ne viennent que pour construire des aéroports. Les accaparements de terres sont aussi liés au problème de l'eau, les terres les mieux irriguées sont accaparées.

Certaines de ces zones sont conflictuelles. En 2010, notre organisation a effectué une enquête qui a montré que si les choses continuent comme elles sont, dans 10 ans, il n'y aura plus de terre pour les paysans. Ceux-ci seront obligés d'émigrer. En 2011, nous avons organisé des campagnes de sensibilisation dans différentes zones affectées par le problème afin d'arrêter les accaparements de terres, afin que les paysans s'opposent aux investisseurs. Car ce ne sont pas les paysans qui donnent la terre, on la leur prend. Nous devons avoir des consultations avec les secteurs de la société qui disposent de la terre.

Les gouvernements locaux ont commencé à intervenir dans ces transactions, quelquefois pour ralentir le processus.

-Mali:



En 2009, des jeeps sont arrivées sur nos terres, sans prévenir. Ils ont dit qu'ils étaient des délégués du gouvernement. Nous sommes allés voir nos chefs coutumiers. Ils voulaient faire un accord pour nous prendre la terre. Mais pour nous, la terre est notre héritage, nous ne pouvons pas la donner. Ce qu'ils nous proposaient, c'étaient des échanges injustes. C'était un échange fou. Ce qu'on m'a donné en compensation est une goutte dans l'océan. Et si l'on n'est pas d'accord, il n'y a pas d'autre solution. Ils ont menacé de prendre tout le village; ils ont envoyé des agents de police. Ils m'ont demandé de convaincre les villageois

pour qu'ils laissent leur terre. C'était le premier accaparement de terres. Je n'ai pas accepté ce qu'ils m'offraient car ce n'était pas dans l'intérêt de la population. Une femme enceinte a perdu son bébé parce qu'elle a été battue. Elle est ici pour témoigner. Le Forum de Kolongo² nous a beaucoup aidés; nous attendions cette opportunité de venir ici pour travailler avec vous. Je demande à tous ces dirigeants d'avoir pitié de la population.

- Un canal a remplacé les champs que nos familles cultivaient depuis des années³. 150 personnes habitent au village et nous payons des impôts depuis trois ans. C'est comme si le gouvernement voulait nous chasser. Nos dirigeants sont emprisonnés. Ils détruisent l'environnement. Les paysans ont signé une pétition qui a été envoyée au gouvernement déclarant que nous ne sommes pas d'accord avec ce qui se passe. C'était la zone la plus fertile. Ils nous ont dit: "Si vous essayez de parler, on vous emprisonne".

- Nous étions prêts à faire la récolte, mais ils ont pris la production pour faire de la place pour le canal. Nous sommes des êtres humains et nous allons dire au gouvernement qu'il a tort. Nous n'allons pas vivre dans la boue. Personne ne peut accepter que sa récolte soit volée! Nous avons un ennemi et il s'agit du gouvernement.

- Nous devons continuer à lutter. D'autres personnes ont parlé de problèmes semblables, nous devons donc établir des stratégies communes.



"Le problème d'accaparement des terres a commencé en 2007, avec notre maire. Nos terres sont notre héritage et ils les ont donné à d'autres; ils ont appelé la police, des centaines de personnes ont été battues, les anciens ont été emprisonnés. Voilà nos problèmes. Sans l'aide de cette organisation qui lutte, nous aurions perdu espoir. Nous voudrions avoir l'aide de toutes les organisations".

Participant à la conférence (du Burkina Faso)

2. Amérique Latine

L'Amérique latine souffre de hauts niveaux d'inégalité et de concentration des terres. C'est le résultat de processus historiques qui font suite à l'invasion coloniale, la construction des Etats nations et plusieurs décennies de néolibéralisme.

A cela s'ajoute ces dernières années, un nouveau phénomène d'accaparements de terres de la part d'entreprises nationales, et transnationales, spécialisées dans l'agro-industrie ou dans la finance. L'agriculture, l'eau, l'alimentation et nos ressources naturelles sont désormais l'objectif central du grand capital financier. Les grands investissements agricoles accélèrent la concentration de la production, de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles et renforcent la dépendance par rapport aux intrants chimiques.

En Amérique latine et aux Caraïbes, des paysannes et des paysans sont expulsés de leurs terres par des projets agro-industriels et d'autres méga-projets tels que des barrages hydroélectriques et des exploitations minières à ciel ouvert. Il s'agit d'exploitations de fer, d'argent et d'autres minerais. Les accaparements de terres se font de plus en plus fréquents, ce qui évidemment entraîne une régression de la réforme agraire. Il en résulte que les terres sont de plus en plus

² Forum de Kolongo: Premier forum paysan contre les accaparements de terres organisé au Mali en novembre 2010 par différentes organisations dont la CNOP et La Via Campesina.

³ Il s'agit d'un canal de 40 km pour irriguer les 100 000 ha du projet Malibya, dans la zone de l'Office du Niger

concentrées par les détenteurs du capital, on assiste donc à une contre-réforme agraire. Nous constatons que de nombreux gouvernements sont complices de ces accaparements.

Le grand capital criminalise les mouvements sociaux. Au Honduras, 50 paysans ont été assassinés en une année (2010-2011). Au Guatemala, les paysans sont expulsés et perdent leurs terres et leurs habitations; trois personnes ont été assassinées et beaucoup emprisonnées.



Marche vers la capitale du Guatemala des paysans et paysannes expulsés de leur terre pour revendiquer leur droit à la terre. Mars 2012. Crédits CLOC/Via Campesina

Au Brésil, le phénomène prend également de l'ampleur. Dans l'Etat du Para, cinq personnes ont été assassinées, il s'agit de dirigeants paysans qui luttent pour la défense de l'Amazonie. Des luttes ont aussi lieu au Paraguay et en Argentine. La Colombie fait face à la lutte armée. Haïti est un petit pays mais qui résiste également. Le gouvernement brésilien tente d'instaurer des zones franches au Brésil, en Haïti et en République dominicaine, en expulsant les habitants de leurs terres.

Au Honduras, le cas de Bajo Aguán est particulièrement choquant. Depuis deux ans, nous y défendons nos terres contre de grands propriétaires terriens qui y cultivent du palmier à huile. Ces terres leur ont été attribuées de façon injuste lors d'un processus de contre-réforme agraire. Une association regroupant 500 familles a décidé de s'installer sur ces terres et de les occuper pour les récupérer. Cela a déjà coûté la vie de 50 de nos camarades qui ont été assassinés par les services de sécurité des propriétaires, la police ou l'armée nationale.

Le mouvement paysan en Amérique latine reste fortement mobilisé dans sa lutte pour la réforme agraire. Nous avons aussi des expériences encourageantes comme le cas de Cuba qui montre l'exemple en matière de réforme agraire. Par ailleurs, des processus intéressants sont entrepris par les pays de l'ALBA (Alliance Bolivarienne des peuples pour nos Amériques, qui regroupe actuellement la Bolivie, le Venezuela, Cuba, l'Equateur, le Nicaragua, la République dominicaine, Saint Vincent et les Grenadines, Antigua et Barbuda).

Aujourd'hui, dans notre lutte pour la réforme agraire, nous nous affrontons aux multinationales et au capital transnational, ce qui est plus difficile que de s'affronter à des entreprises ou des autorités nationales. Nous luttons pour défendre la terre et nos territoires. Nous luttons pour un autre modèle d'agriculture qui donne la priorité à l'agroécologie, pour une production alimentaire qui nourrisse les peuples et non les automobiles et qui inclut la participation des femmes et des jeunes. La réforme agraire, la lutte pour la terre et pour le territoire sont la base même de la souveraineté alimentaire. Nous sommes solidaires de tous les paysans et les paysannes qui ont été assassinés, blessés ou emprisonnés dans la lutte. Nous demandons une minute de silence pour exprimer notre solidarité avec ceux qui sont morts en luttant.

La crise climatique produite par les modèles de production et de consommation imposés par le capitalisme affecte les peuples de la terre, et plus particulièrement ceux qui comme nous vivent de l'agriculture. Mettre fin au capitalisme n'est désormais plus seulement un objectif social. Il s'agit d'une étape nécessaire pour la survie de l'humanité et de la planète. Nous devons mettre fin au modèle agro-industriel, agro-exportateur et hyper-concentré qui est responsable de la crise climatique et sociale actuelle.

3. Asie

En Asie nous constatons que la situation économique dans les zones rurales empire, et spécialement celle des paysans et paysannes. Plusieurs facteurs en sont la cause:

1. La diminution des subventions et des soutiens du secteur public

- Les politiques économiques et financières de nombreux pays en Asie sont dictées par les institutions financières internationales telles que la Banque mondiale et la Banque asiatique de Développement. Mais même sans l'influence de ces institutions, les gouvernements adoptent des politiques néolibérales: réductions du budget pour l'éducation, la santé, l'eau et l'électricité ainsi que des subventions à l'agriculture.
- Les gouvernements privatisent tous les secteurs essentiels: services agricoles, semences, eau et service de crédit. Les familles paysannes ont donc les plus grandes difficultés à accéder à l'éducation, aux services de santé, à l'électricité, aux intrants agricoles, à l'eau pour usage domestique et agricole, etc. Les paysans s'endettent et sans possibilité de rembourser, ils perdent leur terre. La diminution des subventions pour l'agriculture familiale fait augmenter les coûts de production, alors que le prix de vente des produits diminue car les prix ne sont généralement plus protégés par les politiques gouvernementales. Ces produits entrent donc en concurrence avec les produits importés qui sont moins chers. Pour continuer à travailler la terre ou en cas de maladie, les paysans doivent emprunter et s'enfoncent encore plus dans l'endettement.
- Les institutions financières telles que la Banque de Promotion agricole, qui accordent des prêts aux paysans, aggravent l'endettement. Les banques ne donnent aucune assurance en cas de mauvaise récolte ou de catastrophe naturelle. Les paysans ont également recours à des usuriers, avec des taux d'intérêt très élevés. L'endettement peut entraîner la perte de la terre.

2. L'impact des crises économique, sociale et culturelle dans les zones rurales

Il est de plus en plus difficile de vivre de l'agriculture et de nombreux paysans sont forcés de quitter la terre. Les conséquences sont très graves: on déplore des suicides en Inde, en Indonésie, au Cambodge, en Thaïlande, aux Philippines, au Népal. Par ailleurs, de nombreux paysans et surtout des paysannes deviennent des travailleuses immigrées (dans leur propre pays ou à l'étranger). Dans certains pays, une industrie florissante du sexe recrute de nombreuses jeunes femmes rurales qui sont forcées d'y travailler. La solidarité locale, la culture rurale et les pratiques agricoles se perdent. Les jeunes sans emploi sont forcés de chercher un travail ailleurs, mais en général ils ne trouvent pas d'emploi décent.

3. L'eau pose de gros problèmes dans les zones rurales

L'eau est en passe d'être privatisée à la source (source, lac, cours d'eau). Les compagnies multinationales contrôlent la production d'eau et les paysannes et paysans n'y ont pas accès. En Asie il y a beaucoup de forêts qui font la convoitise des programmes REDD (*programmes de crédits carbone pour réduire la déforestation*) et autres programmes de conservation. Les peuples autochtones sont expulsés de la forêt, perdant leurs moyens de subsistance en Indonésie, en Thaïlande, au Cambodge et en Inde.

4. L'accaparement des terres est un problème à la fois ancien et nouveau en Asie

Au cours de l'époque coloniale, les pouvoirs colonisateurs (représentés par des compagnies privées) se sont emparés des terres pour des exploitations minières, des plantations, des industries, etc. Nous sommes maintenant dans l'ère du néocolonialisme: les gouvernements asiatiques utilisent le même modèle de pouvoir politico-économique centralisé et s'emparent des terres de leurs propres citoyens ainsi que de ceux des autres pays.

5. Les politiques et les idéologies des gouvernements nationaux sont néolibérales

Les politiques nationales s'inscrivent dans un capitalisme de marché – libre marché pour les denrées et les investissements. Les politiques et les législations soutiennent les investissements des multinationales, par exemple en Indonésie, en Thaïlande, au Cambodge...

6. Les compagnies multinationales et les gouvernements s'emparent de la terre.

Les multinationales et les gouvernements s'emparent de grandes surfaces de terre pour créer de grandes plantations destinées à la production industrielle ou alimentaire ou pour des exploitations minières, de grands barrages ou des projets d'infrastructure ou de tourisme. Lorsqu'ils s'emparent de la terre nous perdons aussi les écosystèmes, la culture, les savoir-faire, la population.

7. Répression des paysans et paysannes

Lorsque la population locale proteste ou refuse de bouger, les paysans sont arrêtés. Les paysans et les peuples autochtones sont criminalisés quand ils défendent leurs droits. De nombreux membres de la Via Campesina sont victimes de poursuites judiciaires. Beaucoup sont emprisonnés, blessés par la police, l'armée ou les paramilitaires et certains sont assassinés.

8. La ruée des investisseurs vers l'Asie

Après les crises aux Etats-Unis et en Europe, de nombreux investisseurs se sont dirigés vers l'Asie afin d'étendre leurs opérations commerciales. De même, de nouvelles compagnies asiatiques investissent en Asie et ailleurs. Ce phénomène augmente et intensifie l'exploitation des populations rurales, de l'environnement et des écosystèmes. Dans presque chaque pays asiatique, il y a des zones économiques spéciales où l'implantation des grandes entreprises est facilitée. Les gouvernements font l'acquisition des terres dont les investisseurs ont besoin, leur donnent des avantages fiscaux et tous les services nécessaires à des taux subventionnés ainsi que le droit d'exporter produits et profits, à discrétion. Dans ces zones, les travailleurs, les paysans et l'environnement ne bénéficient d'aucune protection.

En conclusion, nous relevons plusieurs défis importants dans notre lutte contre l'accaparement des terres.

- Une militarisation croissante de certaines zones; les militaires occupent beaucoup de terres;
- Les états protègent de moins en moins le droit des populations à la terre et refusent de mettre en place une réforme agraire intégrale;
- Les banques privées deviennent de plus en plus puissantes et contrôlent beaucoup de terres, de ressources naturelles et influencent les politiques;
- Les accaparements de terres sont légalisés;
- L'argumentaire dominant sur le développement justifie les accaparements et est soutenu par nombre d'universitaires et d'ONGs.

4. Europe

En Europe, nous avons une politique agricole commune. Elle a été introduite afin de réguler les marchés lors de la reconstruction de l'Europe après la deuxième guerre mondiale. Les conséquences sur les fermes ont été importantes et nous avons rapidement atteint un point de surproduction. C'est alors qu'un modèle d'exportation financé par des fonds publics a été adopté. Les fermes à grande échelle entraînent la disparition des petites fermes. On constate également que l'Europe dépend des exportations de soja pour nourrir le bétail. Partout, on assiste surtout à une concentration des terres et à une disparition des petites fermes. 70 mille hectares de terres arables sont absorbés, chaque année, dans des projets d'infrastructure, entre autres.

Dans l'Est de l'Europe, les paysans et les paysannes sont encore nombreux, alors qu'ils ne représentent qu'une très faible partie de la population active en Europe Occidentale.

En Europe de l'Est, les accaparements de terres sont fréquents, des centaines de milliers d'hectares ont déjà été accaparés. Le développement urbain envahi nos terres. En Espagne la côte est urbanisée. En France, 17.000 hectares de terres agricoles par an sont destinés au développement des infrastructures. La terre est devenue une marchandise sur tout le continent. Le régime foncier le plus commun est la propriété privée et les prix sont très élevés. Les jeunes qui veulent s'installer comme paysanne ou paysan, rencontrent de grandes difficultés. La privatisation de la terre conduit à la spéculation. Finalement, les communautés paysannes disparaissent.

En France les campagnes se vident et l'agriculture industrielle détruit l'environnement. Par exemple en Bretagne, les eaux sont polluées par des pesticides et les élevages industriels porcins.

Il y a 40 ans, dans le Larzac (France), nous avons lutté contre l'installation d'un camp militaire et au terme de dix années de résistance pacifique, nous avons eu gain de cause. Nous défendons l'idée que la terre à des prix abordables peut contribuer au développement du pays. La leçon à tirer de ces luttes est que nous devons sécuriser la terre pour les générations à venir. La propriété privée n'a pas eu cet effet, elle a plutôt provoqué une accumulation des terres entre les mains de quelques grands propriétaires terriens; cela a signé la fin des petits paysans en France.

En Europe, le phénomène des accaparements de terres se pose différemment que dans le reste du monde, mais il n'en est pas moins clair que nous perdons des terres agricoles et que nous devons rechercher des terres ailleurs afin de nourrir la population. Les organisations de la société civile sont très proches de notre lutte pour le maintien d'une agriculture paysanne de petite échelle. Comme nous sommes minoritaires dans la population, nous cherchons à établir des alliances, nous devons rassembler toutes nos forces.

4. La Via Campesina et la Lutte Pour l'accès à la Terre

La Via Campesina va avoir 20 ans. Les débuts ont été difficiles mais nous constatons que l'organisation connaît maintenant un grand succès- et ce, parce que nous sommes restés fidèles à nos méthodes de fonctionnement et avons élaboré nos politiques et mécanismes à partir des propositions des paysans et paysannes. Des paysans ont été envoyés pour participer à des négociations à tous les niveaux, avec nos alliés. Ils ont fait parvenir le concept de souveraineté alimentaire à Rome et dans le monde. Grâce à de nombreuses années de mobilisation, les paysans et les paysannes négocient à l'heure actuelle directement avec certains gouvernements et dans des enceintes internationales, notamment au Comité pour la Sécurité Alimentaire Mondial à Rome.

Une campagne permanente pour la réforme agraire

L'exigence d'une réforme agraire intégrale qui donne aux paysannes et aux paysans le contrôle des terres qu'ils cultivent est au coeur des revendications de la Via Campesina depuis la création du mouvement paysan en 1993. Cette thématique est prise en charge dans le mouvement par la Commission internationale de réforme agraire qui regroupe deux représentants de chaque région (un homme et une femme). Cette commission a mis en oeuvre une Campagne Globale pour la Réforme Agraire en alliance avec diverses organisations partenaires.

En 2006 au Brésil, une forte mobilisation paysanne lors de la Conférence Internationale sur la Réforme Agraire et le Développement Rural (CIRADR) organisée par la FAO a remis la réforme agraire à l'agenda politique mondial. La déclaration finale de cette conférence, signée par 92 gouvernements, reconnaît des éléments de la lutte des paysans et paysannes pour la souveraineté alimentaire, dont le besoin de soutenir l'agriculture paysanne, la redistribution des terres et autres ressources agraires, la nécessité d'instaurer des politiques agricoles plus équitables au profit des peuples, l'importance des marchés locaux et nationaux et le rôle des organisations paysannes dans la définition des politiques agricoles.

Cependant, en raison d'une forte résistance de la part des pays dit "développés", cette déclaration n'a pas été mise en oeuvre, comme le montre la nouvelle vague d'accaparements de terres à laquelle on assiste aujourd'hui.

Les paysans sans terre n'en sont pas moins actifs pour réclamer leurs droits. Malgré la criminalisation dont ils font l'objet, de nombreux mouvements de paysannes et paysans réclament des terres à cultiver, occupent des terres pour produire des aliments pour leurs familles et leurs communautés et exigent de leurs autorités des législations foncières justes. On retrouve de tels mouvements de résistance dans de très nombreux pays du monde tels que le Brésil, le Paraguay, la Bolivie, le Honduras, le Nicaragua, l'Indonésie, la Thaïlande, l'Inde ainsi que dans la plupart des pays africains comme nous le constatons lors de cette conférence.



Credits Cloc/Viacampesina. Affiche de la campagne pour la réforme agraire au Brésil.

Les représentants de l'organisation paysanne du Zimbabwe présents à la conférence ont expliqué de façon approfondie les avancées sociales importantes réalisées depuis la mise en oeuvre de la réforme agraire dans leur pays.

Parallèlement à la revendication pour la terre, notre mouvement paysan développe une agriculture paysanne durable, souvent appelée "agroécologie", basée sur le respect des populations et de l'environnement.

La Déclaration des droits des paysannes et des paysans

Depuis le début des années 2000, La Via Campesina a initié un processus interne pour faire reconnaître la nécessité de protéger les droits des paysannes et des paysans. En 2008 et 2009 cette démarche a été validée par l'ensemble du mouvement et le mouvement défend auprès du Conseil des Droits de l'Homme à Genève l'adoption d'une déclaration reconnaissant ces droits.

L'article IV de la "Déclaration des droits de paysannes et des paysans" telle qu'elle a été présentée par la Via Campesina à l'ONU détaille les droits à la terre et au territoire. Cela inclut non seulement le droit d'accéder à la propriété foncière, collectivement ou individuellement, mais aussi le droit de contrôler les ressources en eau, le droit d'avoir accès aux équipements nécessaires pour l'exploitation agricole, le droit à ne pas être expulsé par la force, etc.

L'opposition aux politiques mercantiles de la Banque mondiale

La Via Campesina s'oppose depuis ses débuts aux politiques de réforme agraire basées sur le libre marché promues par la Banque mondiale depuis les années quatre-vingt. Il s'agit de politiques visant à attribuer des titres de propriété aux terres afin de faciliter l'achat et la vente des biens fonciers. Au bout du compte, les paysans pauvres perdent leur terre au profit de ceux qui ont les moyens de l'acquérir.

Par ailleurs, en 2010, la Via Campesina a également manifesté contre une série de principes pour un accaparement des terres « socialement responsable » (RAI) publiés par la Banque mondiale en collaboration avec d'autres institutions. Ces sept "Principes pour un investissement agricole responsable" sont sensés réglementer les acquisitions massives de terres, mais en réalité, ils les légitiment. Le transfert de terres des communautés locales vers de grandes sociétés dans le but de produire des monocultures industrielles destinées à l'exportation ne créent jamais de situation favorable pour les communautés, ni pour la souveraineté alimentaire.

Directives volontaires de la FAO pour les régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts ^(*)

Depuis la CIRADR, La Via Campesina a demandé que les principes de la CIRADR soient mis à l'ordre du jour de la FAO et des autres instances internationales de façon prioritaire. Les directives volontaires de la FAO pour les régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts en voie d'adoption devraient en partie contribuer à atteindre cet objectif. Les directives établiront des principes et des normes acceptés internationalement afin de fournir des orientations pratiques aux Etats, à la société civile et au secteur privé sur la gouvernance responsable du foncier. Bien que les directives soient dénommées "volontaires", elles font explicitement référence à des obligations internationales contraignantes des Droits de l'homme concernant la terre et les ressources naturelles. Cette référence octroie aux organisations paysannes une forte marge d'action pour exiger que les directives soient une affaire de droit. Le texte des Directives a été négocié entre les gouvernements avec une participation active de La Via Campesina et d'autres organisations de petits producteurs. Pour l'heure, le texte tient nettement compte des groupes les plus affectés par la faim – à savoir les sans terre ou ceux ayant un accès restreint à la terre comme les femmes rurales, les paysans, les peuples indigènes, les pastoralistes et les pêcheurs artisanaux – les plaçant au cœur des politiques publiques sur le foncier afin de défendre et d'étendre leurs droits à la terre, aux pêches et aux forêts. Pour autant, ce texte est encore un texte en négociation par les gouvernements, il reste ouvert et ambigu sur plusieurs points. Ces négociations devraient se terminer en mars 2012.

(*) Basé sur la contribution de FIAN et d'autres participants et participantes.

5. Soutien de Personnalités à la Conférence

Extraits des présentations et messages de soutien envoyés par des personnalités à la conférence. Le texte intégral est disponible sur notre site web avec les documents de la conférence (www.viacampesina.org)

Présentation de Asako Hattori du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

"L'accès à et le contrôle de la terre et des autres ressources naturelles, comme l'eau, est un élément indispensable pour la jouissance des droits humains.

Ceci est particulièrement important pour les personnes dont les moyens de subsistance dépendent de ces ressources.

Par exemple, si les paysans et les paysannes sont privés de leur accès à la terre et à l'eau pour leurs cultures, cela peut avoir un impact sur leur droit à l'alimentation car ils perdraient leurs moyens de produire ou de se procurer les aliments dont ils ont besoin. Si les personnes se retrouvent sans domicile du fait de l'expulsion de leur terre, leur droit à un logement digne est directement compromis. Pour les communautés dont les identités culturelles et spirituelles sont fortement liées à leurs terres ancestrales, leur refuser l'accès à leurs terres peut entraîner également la violation du droit de participer à une vie culturelle.

Les droits humains sont également importants pour les processus de prises de décisions sur la terre et leur mise en œuvre".

Message du Rapporteur Spécial sur le droit à l'alimentation, Olivier De Schutter

"Mon troisième commentaire, c'est qu'il faut refuser l'alternative qui nous est parfois présentée : soit vous acceptez les investissements à large échelle dans l'agriculture, soit vous vous privez de tout investissement dans l'agriculture. Non. Les investissements sont nécessaires. Il faut améliorer l'accès des petits agriculteurs au crédit, aux intrants, et à l'information. Il faut améliorer les moyens de stockage et de communication, et donc l'accès aux marchés. Mais tous ces investissements, en amont et en aval de la production, ne doivent pas affecter les droits à la terre : ils doivent -- et ils peuvent -- laisser intact l'accès des utilisateurs aux ressources indispensables à leur subsistance. Ce qui importe, c'est d'orienter les investissements vers ce qui peut aider le mieux l'agriculture familiale, pour trois raisons : investir dans cette agriculture familiale, c'est le meilleur moyen de lutter contre la pauvreté rurale ; c'est aussi soutenir les revenus d'une grande masse d'habitants des zones rurales, aujourd'hui trop pauvres pour acheter des biens et services aux producteurs locaux, mais qui, lorsque leurs revenus augmenteront, pourront bénéficier à ces autres secteurs également, avec d'importants effets multiplicateurs sur l'économie locale ; enfin, l'agriculture familiale est mieux équipée pour favoriser la diversité dans les champs et soutenir les écosystèmes, ce qui a une fonction vitale notamment face à la menace que représente le changement climatique".

Message de Ole Sankas Nkoidile du Parlement Panafricain

"On estime qu'il y a en Afrique 80 millions de paysans. La plupart de ceux qui travaillent la terre sont des femmes. L'agriculture joue un rôle clé pour fournir des moyens de subsistance aux citoyens les plus pauvres, non seulement en vue de les nourrir eux mais également pour nourrir les habitants des zones urbaines. L'agriculture est donc importante.

Il est à noter que l'Afrique est au centre de cette problématique non seulement du fait d'une disponibilité de terres et d'eau perçue comme abondantes, mais également du fait d'un système foncier défaillant ou inexistant et de gouvernements manquant à leur devoir de protection des utilisateurs de la terre."

6. En Guise de Conclusion

Les Accaparements de terres à l'échelle mondiale: quelques réflexions importantes

Jun Borras⁴

Nous avons assisté à une conférence très animée et productive, organisée par la CNOP et La Via Campesina Afrique. Les discussions étaient franches et amicales, les analyses pointues et profondes, et des questions compliquées ainsi que des sujets difficiles ont été abordés. La majorité des participants représentaient des mouvements sociaux. Le message principal destiné à tous ceux qui, dans le monde entier, discutent de l'accaparement des terres était: 'ne décidez pas à notre place'.

Selon moi, les moments phares de cette conférence sont les suivants:

Ce phénomène d'accaparement des terres à l'échelle globale a son origine dans la crise alimentaire des années 2007-08 dont les causes sont les suivantes: (a) augmentation de la population et changement des habitudes alimentaires (en quantité et en préférence) et (b) émergence des agrocarburants (opposition 'alimentation ou carburant'). Cependant, sans contredire cette déclaration, les exposés des différents participants de la conférence nous ont démontré que les raisons et les mécanismes de l'accaparement des terres ne sont pas limités aux questions d'alimentation. D'après ma synthèse des discussions, quatre mécanismes sont à prendre en compte: 1) l'accaparement des terres dû aux questions alimentaires, 2) celui dû à la production d'agrocarburant, 3) celui résultant des stratégies d'atténuation des changements climatiques telles que la conservation et REDD+⁵ et enfin 4) celui lié aux demandes de nouveaux centres capitalistes (mondiaux), spécialement de la part des pays du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud).

Les changements dans le système agroalimentaire mondial ont causé une certaine insécurité, ressentie surtout par quelques puissances financières (la Chine, la Corée du Sud et les pays du Golfe) car ces pays ne pouvaient pas produire assez pour alimenter leur marché domestique. Ils ont donc cherché à s'assurer le contrôle de larges étendues de terre à l'étranger afin de garantir leur approvisionnement alimentaire, d'où l'accaparement des terres. Cela est vrai, mais les déclarations des participants nous ont aussi appris que les accapareurs ne viennent pas seulement de Chine, de l'Inde, de la Corée du Sud ou des pays du Golfe. Ils viennent également des centres traditionnels du pouvoir impérialiste (des deux côtés de l'Atlantique) aussi bien que des nouveaux centres du capital mondial dont les pays du BRICS – ainsi que de quelques puissances émergentes des PRI (pays à revenu intermédiaire). Cela suggère un système agroalimentaire, alimentation / agrocarburant bien plus 'polycentrique', c'est à dire un système mondial qui a de nombreux centres de pouvoir. Alors que dans tout accord foncier nous avons à faire à des compagnies ou des gouvernements étrangers, beaucoup incluent aussi des partenariats avec des capitaux nationaux. Ce fait a compliqué les stratégies et les lieux de nos campagnes contre l'accaparement des terres.

La cible principale des accapareurs est l'Afrique où de vastes étendues de terres semblent être disponibles et bon marché. Il est estimé que 70% des terres accaparées sont dans ce continent. Les échanges lors de cette conférence ont renforcé cette estimation en soulignant la gravité de la situation, cependant, l'accent a été mis sur le fait que des terres sont aussi accaparées en quantité significative dans d'autres régions dont, l'Asie, l'Amérique latine et l'ancienne Union soviétique.

Des politiques publiques (inter)nationales dont le but est d'apporter des solutions aux graves problèmes causés par cette ruée vers la terre (expulsion des paysans et des paysannes de leur terre, accords fonciers corrompus, et autres) sont en cours d'élaboration. L'hypothèse de base de ces politiques est que les investissements fonciers sont fondamentalement

⁴ Professeur associé à l'Institut International des Etudes Sociales de la Haye. Membre du Transnational Institut (TNI) et de Food First

⁵ REDD+ menant à ce que les observateurs appellent 'l'accaparement vert': accaparement des terres au nom de l'environnement

bons et qu'ils doivent seulement être réglementés. La Banque mondiale se fait donc fort de promouvoir un code de conduite volontaire... sur l'accaparement des terres, appelé Principes d'Investissement agricole responsable (RAI). L'idée principale au coeur de ces principes est d'introduire de la transparence dans ces échanges de terres. Il est certain que nous n'allons pas réfuter la pertinence et l'importance de ces principes et la nécessité de transparence, mais que ces principes soient avancés comme la réponse au problème global de l'accaparement des terres est très problématique. Cela revient à dire qu'un accaparement des terres transparent est meilleur qu'un accaparement non transparent. Cette façon de penser est pourtant populaire dans certains milieux. Elle s'appuie sur la double hypothèse de 'l'inévitabilité de l'accaparement des terres et de l'impossibilité de politiques de redistribution foncière'. L'attitude générale est donc de rechercher des formules 'gagnant-gagnant' pour ces investissements fonciers. Ces groupes refusent même d'utiliser le terme 'accaparement des terres' car il est trop politique. Ils préfèrent le terme utilisé par la Banque mondiale : 'investissement foncier' ou 'acquisitions foncières de grande échelle' – ces termes n'ayant pas de connotation politique.

Ces termes n'ont jamais été prononcés lors de la conférence, nous n'avons entendu que: 'accaparement des terres'. En général, les nombreuses voix des représentants et représentantes des mouvements sociaux que nous avons entendues lors de la conférence, ont exprimé leur désaccord avec les fausses hypothèses et les positions conservatrices de plaider qui séduisent tant d'institutions, de bailleurs de fonds et de grandes ONG. Ce que nous avons entendu pendant la conférence, c'est l'appel des représentants des mouvements sociaux : 'Stop à l'accaparement, immédiatement !' Voici ce qui, selon moi, constitue le point de départ le plus fondamental d'une campagne contre l'accaparement des terres.

Ces derniers jours, nous avons aussi pu constater grâce à de nombreux témoignages que les accords fonciers ont des impacts différents suivant les groupes des populations affectées. Les réactions de la base sont diverses: certains soutiennent les accords fonciers, d'autres pas ; certaines divisions suivent les différences de classes sociales, d'autres pas... Cela nous rend conscient du défi qui nous attend. Le travail le plus difficile et le plus urgent est un travail de base: organiser la population: sensibiliser, mobiliser, dans chaque classe sociale et au-delà. Globalement, les différents groupes sociaux de la classe ouvrière c'est à dire les paysans, les travailleurs ruraux, les peuples autochtones, les pêcheurs, les bergers – hommes et femmes, sont affectés également par l'accaparement des terres. Il est donc clair et logique que tout front de lutte contre l'accaparement des terres sera constitué par une alliance de ces groupes sociaux. Un travail de coalition mené de façon créative est urgent. Mais ce travail de coalition devra aussi être transversal et inclure quatre type de mouvements de travailleurs pauvres: les mouvements pour la justice agraire, les mouvements pour la justice environnementale, les syndicats, et les mouvements ayant trait à l'alimentation. Forger des alliances entre ces quatre mouvements sociaux, en créant des liens entre le Nord et le Sud, est particulièrement important. Cela ne sera pas facile ni sans heurt, des tensions apparaîtront dues aux divisions profondes qui existent entre les classes et les idéologies de ces mouvements divers. Nous avons face à nous un grand défi Mais il est extrêmement crucial que cette alliance de la base constitue les premières lignes de la lutte mondiale contre l'accaparement des terres afin de mettre au défi le pôle conservateur émergent qui accapare les terres. Dirigé par les institutions financières telle que la Banque mondiale en coopération avec certaines agences intergouvernementales, les agences de bailleurs de fonds et les grandes ONG, ce pôle s'efforce de présenter les choses comme des formules 'gagnant gagnant', alors même que le but principal est d'optimiser les opportunités pour les investisseurs et non de questionner ou d'arrêter ce processus.

Pour terminer, nous avons entendu ces derniers jours que les accaparements de terres ne sont pas seulement un problème foncier. Il s'agit essentiellement d'une accumulation impérieuse du capital mondial, que ce soit des terres accaparées pour la nourriture, pour les agrocarburants, ou des terres accaparées au nom de l'environnement, pour leurs ressources. Nous arrivons à la conclusion qu'une lutte contre l'accaparement des terres est nécessairement une lutte anti-capitaliste.

"C'est la première fois que j'assiste à une rencontre comme celle-là. J'avais mal depuis que j'avais perdu mon bébé il y a trois ans, après avoir été battue par la police parce que je ne voulais pas qu'ils coupent les arbres de Karité. J'avais mal, je ne dormais plus. Je repars apaisée, je ne suis plus seule, mon bébé n'est pas perdu pour rien; je sais maintenant que nous sommes nombreux à souffrir et que nous allons lutter ensemble"

Témoignage d'une paysanne malienne victime d'un accaparement de terres

Déclaration et Plan d'action



Stop à l'accaparement des terres!

Nous, paysannes et paysans, pastoralistes, peuples autochtones ainsi que nos alliés, réunis pour la première fois à Nyéléni du 17 au 19 Novembre 2011, sommes venus des quatre coins du monde pour partager nos expériences et nos luttes contre l'accaparement des terres. Il y a un an, nous avons soutenu l'appel de Kolongo lancé par des organisations paysannes au Mali, qui sont aux avant-postes de la résistance locale contre l'accaparement des terres agricoles et les aliénations de la terre des paysans en Afrique.

Nous nous sommes rassemblés à Nyéléni en réponse à l'Appel de Dakar, qui invite les peuples à former une alliance mondiale contre l'accaparement des terres. Car nous sommes déterminés à défendre la souveraineté alimentaire, les biens communs et les droits d'accès des petits producteurs d'aliments aux ressources naturelles.

Au Mali, le gouvernement, dans sa politique de promouvoir les investissements privés dans l'Agriculture, à céder près de 800 000 hectares de terres à des investisseurs privés. Ces terres appartiennent à des communautés qui y vivent depuis des générations, voire depuis des siècles, alors que l'Etat malien n'a été créé que dans les années 1960. Cette situation se retrouve dans de nombreux autres pays dans lesquels les droits coutumiers ne sont pas reconnus. Déposséder les communautés de leurs terres est une violation tant de leurs droits coutumiers que de leurs droits historiques.

Le fait de pouvoir bénéficier d'un accès sécurisé à la terre et d'avoir le contrôle du foncier et des ressources naturelles sont des droits liés de manière inextricable à ceux consacrés par la Déclaration universelle des droits de l'Homme ainsi que par de nombreuses autres conventions régionales et internationales sur les droits humains, comme par exemple le droit à l'autodétermination, le droit à un niveau de vie adéquat ou encore le droit au logement, à l'alimentation, à la nourriture, à la santé, à la culture, à la propriété et à la participation.

Nous constatons avec une grande inquiétude que les États ne respectent pas leurs obligations à cet égard et considèrent que les intérêts des milieux d'affaires sont plus importants que les droits des peuples.

L'accaparement des terres est un phénomène mondial, initié par les élites locales et transnationales, les gouvernements et les multinationales afin de contrôler les ressources les plus précieuses du monde. La crise mondiale dans les domaines de la finance, de l'alimentation et du climat a déclenché une ruée des investisseurs et des gouvernements des pays riches en vue d'acquérir et de s'emparer de terres agricoles et de ressources naturelles, étant donné que ces ressources sont les seules «valeurs refuges» qui peuvent encore garantir la sécurité des rendements financiers.

Des fonds de pensions et autres fonds d'investissement sont devenus de puissants acteurs dans l'accaparement des terres, tandis que les guerres continuent à être menées pour le contrôle des richesses naturelles.

La Banque mondiale et les banques régionales de développement favorisent encore l'accaparement des terres et la mainmise sur l'eau en poussant à la mise en œuvre de politiques favorables aux milieux d'affaires, facilitant les capitaux et les garanties pour les investisseurs industriels et, d'une manière générale, en faisant la promotion d'un modèle économique de développement prédateur et néfaste.

La Banque mondiale, le FIDA, la FAO et la CNUCED ont proposé sept principes qui légitiment l'accaparement des terres agricoles par des investisseurs privés et étatiques.

Menée par certaines des plus grandes multinationales au monde, l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) a pour objectif de convertir l'agriculture paysanne en une agriculture industrielle et d'intégrer les petits paysans aux chaînes mondiales de valeur, augmentant considérablement leur vulnérabilité face à la perte de leurs terres.

L'accaparement des terres dépasse le traditionnel clivage Nord-Sud qui caractérise les structures impérialistes; les sociétés transnationales accaparatrices peuvent être basées aux Etats-Unis ou en Europe mais aussi au Chili, au Mexique, au Brésil, en Russie, en Inde, en Chine, en Afrique du Sud, en Thaïlande, en Malaisie ou en Corée du Sud, pour n'en citer que quelques unes.

C'est une crise qui affecte tout autant les zones rurales que urbaines. Les accaparements de terres se font en Asie, en Afrique, dans les Amériques et même en Europe dans le cadre de projets d'agriculture industrielle, d'exploitation minière,

de construction d'infrastructures, de barrages, pour le tourisme, au nom de la création de parcs naturels, pour les besoins de l'industrie, pour permettre l'expansion urbaine ou encore à des fins militaires. Les peuples autochtones et les minorités ethniques sont chassés de leurs territoires par la force armée, augmentant encore leur précarité voire, dans certains cas, les réduisant en esclavage.

Les fausses solutions au changement climatique, s'appuyant sur des mécanismes de marché, ne font que renforcer encore l'aliénation des communautés locales de leurs terres et des ressources naturelles.

Malgré le fait que les femmes sont les principales productrices d'aliments à travers le monde et qu'elles sont les premières responsables du bien-être de leurs familles et de leurs communautés, les structures patriarcales existantes continuent à spolier les femmes, en les dépossédant des terres qu'elles cultivent et en les privant de leur droit d'accès aux ressources naturelles. Etant donné que la plupart des femmes paysannes ne disposent pas d'un accès pérenne, légalement reconnu, au foncier, elles sont particulièrement vulnérables face aux expulsions et expropriations. La lutte contre l'accapement des terres est un combat contre le capitalisme, le néolibéralisme et contre un modèle économique prédateur.

A travers les témoignages de nos frères et sœurs du Brésil, du Burkina Faso, de Colombie, de la République démocratique du Congo, de France, du Ghana, du Guatemala, de la Guinée Bissau, du Honduras, d'Inde, d'Indonésie, du Mali, de Mauritanie, du Mozambique, du Népal, du Niger, du Sénégal, d'Afrique du Sud, de Thaïlande, d'Ouganda..., nous avons pu prendre conscience à quel point l'accapement des terres menace la petite paysannerie et l'agriculture familiale ainsi que la nature, l'environnement et la souveraineté alimentaire.

L'accapement des terres déplace et disloque les communautés, détruit les économies locales et les cultures ainsi que le tissu social. Elle met en péril l'identité des communautés, qu'il s'agisse de paysans, de pastoralistes, de pêcheurs, de travailleurs, de peuples autochtones ou de « sans-castes ».

Et ceux qui osent se lever pour défendre leurs droits légitimes et la survie de leurs familles et communautés sont frappés, emprisonnés et assassinés.

Il n'existe aucun moyen pour atténuer les impacts de ce modèle économique et des structures de pouvoir qui le défendent. Nos terres et nos identités ne sont ni à vendre, ni à louer.

Mais nous ne nous déclarons pas vaincus. En nous organisant, en nous mobilisant et en assurant la cohésion de nos communautés, nous avons été en mesure de faire échec à l'accapement des terres en de nombreux endroits.

Par ailleurs, nos sociétés reconnaissent de plus en plus que l'agriculture paysanne et familiale ainsi que la production alimentaire à petite échelle représentent le modèle le plus durable, tant socialement, économiquement et écologiquement, pour l'utilisation des ressources et pour garantir le droit à l'alimentation pour tous.

Rappelant les termes de l'Appel de Dakar, nous réitérons notre engagement à résister et lutter contre l'accapement des terres par tous les moyens possibles, d'apporter notre soutien à tous ceux et celles qui luttent contre ces accapements et spoliations et de faire pression sur nos gouvernements nationaux ainsi que sur les institutions internationales afin qu'elles s'acquittent de leurs obligations envers les droits des peuples.

Nous nous engageons tout particulièrement à :

- *Organiser les communautés rurales et urbaines afin de lutter contre les accapements de terres sous toutes leurs formes.*
- *Renforcer les capacités de nos communautés et de nos mouvements à revendiquer, récupérer et défendre nos droits, nos terres et notre accès aux ressources naturelles.*
- *Obtenir et pérenniser, au sein de nos communautés, les droits des femmes pour l'accès à la terre et aux ressources naturelles.*
- *Sensibiliser le public au fait que l'accapement des terres est une source de crises qui affectent l'ensemble de la société.*
- *Construire des alliances entre les différents secteurs, les groupes de population, et les régions afin de mobiliser nos sociétés en vue de mettre fin à l'accapement des terres*
- *Renforcer nos mouvements afin de mieux promouvoir et parvenir à la souveraineté alimentaire ainsi qu'à une véritable réforme agraire.*

Afin d'atteindre les engagements ci-dessus, nous allons développer les actions suivantes:

Concernant le renforcement de nos capacités en vue d'organiser la résistance locale

- Rendre compte à nos communautés des délibérations et des engagements pris lors de cette conférence.
- Mettre en place nos propres bases de données d'informations sur la question de l'accaparement des terres, en documentant des cas, en rassemblant des informations pertinentes et des preuves chiffrées sur les processus, les acteurs et les impacts de l'accaparement des terres, etc.
- S'assurer que nos communautés disposent de l'information dont ils ont besoin concernant les lois, leurs droits, les investisseurs, les contrats, etc. afin qu'ils puissent résister de manière efficace aux manœuvres des investisseurs du secteur privé et à celles des gouvernements qui cherchent à s'emparer de nos terres et de nos ressources naturelles.
- Mettre en place des systèmes d'alerte précoce afin d'alerter les communautés sur les risques et les menaces.
- Renforcer nos communautés à travers des initiatives de formation politique et technique, restaurer notre fierté d'être des paysannes et des paysans, des producteurs et des productrices qui fournissent les aliments qui nourrissent la planète de manière saine et durable, et ceci particulièrement chez les jeunes.
- Garantir les droits fonciers et d'accès aux ressources pour les femmes à travers un travail de conscientisation de nos communautés et de nos mouvements relatif à l'importance de respecter et de protéger les droits fonciers des femmes, en particulier dans les systèmes coutumiers.
- Développer et utiliser les médias locaux afin d'organiser les membres de nos communautés ainsi que d'autres secteurs de la population et partager avec eux des informations sur l'accaparement des terres.
- Veiller à ce que nos dirigeants respectent les règles établies par nos communautés et les obliger à nous rendre des comptes, à nos communautés et à nos organisations.

Concernant l'aide juridique pour notre défense

- Développer nos propres systèmes d'aide juridique et travailler en liaison avec des experts juridiques et des droits humains.
- Condamner toutes les formes de violence ainsi que la criminalisation de nos luttes et de nos mobilisations pour la défense de nos droits.
- Nous mobiliser pour obtenir la libération immédiate de toutes les personnes emprisonnées à cause de leur engagement dans les luttes pour leurs terres et territoires, et mettre sur pied en urgence des campagnes de solidarité avec tous ceux qui sont confrontés à ces types de conflits.

Concernant le plaidoyer et la mobilisation

- Institutionnaliser la journée du 17 avril comme étant le jour de mobilisation mondiale contre l'accaparement des terres, mais également identifier d'autres dates appropriées qui pourraient servir de point de ralliement pour des mobilisations en vue de défendre nos terres et nos biens communs.



- Développer nos argumentaires politiques afin de dénoncer et discréditer le modèle économique qui est à l'origine de l'accaparement des terres ainsi que les différents acteurs et initiatives visant à promouvoir et légitimer ces pratiques.

- Établir un Observatoire des peuples sur l'accaparement des terres afin de faciliter et de centraliser la collecte des données, les communications, les actions de planification, les initiatives de lobbying, de conscientisation, de recherche et d'analyse, etc.
- Promouvoir les droits fonciers des femmes à travers des initiatives de redistribution foncière ciblée pour les femmes, ainsi que d'autres actions; pousser à la promulgation de lois et l'instauration de politiques répondant aux besoins particuliers des femmes.
- Porter nos messages et nos exigences devant les parlements, les gouvernements et les institutions internationales. Poursuivre notre engagement vis à vis du Comité pour la sécurité alimentaire mondiale et exiger que les processus tels que les Directives volontaires de la FAO sur la gouvernance responsable de la tenure des terres et des autres ressources naturelles contribuent véritablement à protéger et promouvoir les droits à la terre et l'accès aux ressources naturelles des petits paysans et producteurs alimentaires.
- Identifier et cibler les forums locaux et les espaces nationaux et internationaux où nous pouvons entreprendre des actions de mobilisation et de sensibilisation du public en vue de créer un large mouvement dans la société de résistance à l'accaparement des terres.
- Planifier des actions qui ciblent les entreprises privées, (y compris les sociétés financières), la Banque mondiale et autres banques multilatérales de développement qui font la promotion, encouragent et tirent profit des projets d'accaparement des terres et des ressources naturelles.
- Poursuivre notre opposition aux régimes industriels d'autorégulation comme les principes d'investissements agricoles responsables (IAR).
- Développer et renforcer nos actions en vue de parvenir à la souveraineté alimentaire et à la réforme agraire, afin de promouvoir la reconnaissance des systèmes coutumiers, tout en garantissant les droits d'accès à la terre et aux ressources naturelles pour les femmes et les jeunes.
- Soutenir le droit des peuples à jouir de leurs ressources à travers des occupations de terres, les occupations des bureaux des investisseurs privés, les manifestations et autres actions en vue récupérer leurs biens communs.
- Exiger que nos gouvernements remplissent leurs obligations en matière de droits humains, qu'ils cessent immédiatement les transferts de terres et de ressources naturelles aux investisseurs privés, qu'ils annulent les contrats déjà signés et qu'ils restituent les terres ainsi accaparées et qu'ils protègent les communautés rurales et urbaines des opérations d'accaparement en cours et à venir.

Concernant le renforcement des alliances

- Construire de solides réseaux d'organisations et d'alliances à différent niveau - local, régional et international - en s'appuyant sur l'Appel de Dakar et placer les petits paysans et producteurs d'aliments artisanaux au cœur de ces alliances.
- Forger des alliances avec des membres et actionnaires de fonds de pensions afin d'empêcher les gestionnaires de ces fonds d'investir dans des projets qui ont pour conséquence l'accaparement des terres.
- Construire des alliances stratégiques avec la presse et des médias, afin qu'ils rendent compte fidèlement de nos messages et de nos réalités; lutter contre les préjugés répandus par les médias dominants en ce qui concerne les luttes pour la terre et la réforme agraire au Zimbabwe.

Nous appelons toutes les organisations qui partagent ces principes et soutiennent ces actions à rejoindre notre Alliance internationale contre l'accaparement des terres, une alliance que nous créons ce jour, solennellement, ici à Nyéléni. Globalisons la lutte ! Globalisons l'espoir !

Plus plus d'informations, voir

Le reportage de Philippe Revelli sur le Mali : <http://philipperevelli.com/journal/?p=1197>

La vidéo sur les impacts dévastateurs des investissements foncier au Mali sur le site de Via Campesina :
http://viacampesina.org/en/index.php?option=com_content&view=article&id=1251:new-film-exposes-the-devastating-impact-land-investments-are-having-in-mali&catid=23:agrarian-reform&Itemid=36

et le blog de l'Alliance contre les accaparements de terre : stopauxaccaparementsdeterres.over-blog.com

La Via Campesina est le mouvement international qui rassemble des millions de paysannes et de paysans, de petits et de moyens producteurs, de sans terre, de femmes et de jeunes du monde rural, d'indigènes, de migrants et de travailleurs agricoles. Elle défend l'agriculture durable de petite échelle comme moyen de promouvoir la justice sociale et la dignité. Elle s'oppose clairement à l'agriculture industrielle et aux entreprises multinationales qui détruisent les personnes et l'environnement.

La Via Campesina regroupe environ 150 organisations locales et nationales dans 70 pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe et des Amériques. En tout, elle représente environ 200 millions de paysannes et de paysans. C'est un mouvement autonome, pluraliste et multiculturel, sans affiliation politique, économique ou autre.

En savoir plus: www.viacampesina.org



Secrétariat International :

Adresse: Jln. Mampang Prapatan XIV no 5 Jakarta Selatan, Jakarta 12790 Indonesia

Tel/fax: +62-21-7991890/+62-21-7993426

Email: viacampesina@viacampesina.org

Web: www.viacampesina.org